

Colloque de l'Association Française de Science Politique

Avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris

« Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »

Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002

*Sociologie des réseaux de la Nouvelle UDF*

Julien FRETTEL

Si l'on s'est périodiquement intéressé à la composition socioprofessionnelle de l'électorat de l'UDF, on n'a pas encore insisté sur la sociologie des adhérents de ce parti et sur ses filières de recrutement<sup>1</sup>. A force de rappeler que l'UDF est un « parti de notables », on a fini par oublier que d'une part il existe des militants, des adhérents ou des membres et, d'autre part, que les élus adhérents ou apparentés à l'UDF, comme tous les élus en France, bénéficient des soutiens d'associations et de partisans, qu'ils soient encartés ou pas. Leur éligibilité ne résulte pas, loin de là, de leur seule position sociale ou de leur *status*. Pourtant, chercher à caractériser les agents qui rejoignent les élus de cette organisation politique et mettre à jour les conditions de leur enrôlement politique est opportun pour qui veut saisir des caractéristiques essentielles concernant le fonctionnement et la nature de cette organisation ainsi que certaines propriétés du champ politique. Si l'UDF peut être vue comme une *sociation* d'élus fortement implantés dans des territoires donnés, dotés de ressources locales, militantes, associatives et institutionnelles (mandats locaux et intercommunaux), cherchant à contrôler le parti pour maîtriser des règles locales et nationales du jeu politique (investitures, reconnaissance médiatique, procédures démocratiques...), s'intéresser à ces ressources politiques au sens strict et au sens large (au sein du parti et à ses frontières) permet d'appréhender la nature des contraintes sociales qui pèsent sur les élus et le travail qu'ils ont accompli pour faire de ces contraintes des ressources. Une analyse en terme de réseau<sup>2</sup> ou de

---

<sup>1</sup> Les travaux de recherche portant sur l'UDF font en effet partie des raretés de la science politique. Néanmoins, nous ne voudrions pas négliger l'apport du récent travail d'Alexis Massart, « Naissance et Organisation d'un regroupement de partis », Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Lille 2, 1997.

<sup>2</sup> Par « réseau », nous entendons définir des systèmes sociaux d'interdépendance dont les connexions résultent de processus d'identification, de sociation ou de communalisation que maintiennent des institutions sociales, des « appareils » ou des entreprises politiques. L'ensemble de ces activités, comme l'a montré Frédéric Sawicki à propos du parti socialiste dans trois départements français, « contribue, sans que cet objectif soit nécessairement visé, à faire exister un parti donné ». (F. Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997).

filière, notions utilisées alternativement en fonction de la nature des groupes qui profitent aux entreprises politiques, permet de définir au plus près à quel type d'organisation politique se rapporte la Nouvelle UDF<sup>3</sup> et, à travers ses élus, de montrer comment elle s'enracine dans des sites donnés.

Nous voudrions développer deux approches qui nous semblent fécondes pour décrire la Nouvelle UDF. D'une part, grâce à *une sociologie des réseaux partisans*, qui permettra d'écarter les débats évolutionnistes portant sur l'amaigrissement tendanciel des organisations politiques, nous insisterons sur les rapports entre l'organisation et certaines institutions qui contribuent à l'objectiver. La Nouvelle UDF, création juridique récente qui rompt avec la forme confédérale que lui avait donnée l'entourage de Valéry Giscard d'Estaing en 1978, connaît un regain d'adhésion dans certains départements français depuis l'accession de François Bayrou à la présidence de ce parti. Ce dernier se prévaut d'ailleurs de vouloir faire de cette ancienne fédération une organisation de masse. D'autre part, *une sociologie des réseaux notabiliaires* nous donnera une chance de mettre en perspective la nature des soutiens que les élus mobilisent pour leur propre compte, à côté des formes partisans explicites, et qu'ils ne politisent qu'en certains cas. Leur existence et leur composition jettent une lumière sur l'enracinement des élus qui appartiennent au parti de la Nouvelle UDF et, *a contrario*, sur l'apparente « maigreur » de l'organisation politique. L'attention portée à cette dualité des réseaux sociopolitiques, perméables les uns aux autres selon les conjonctures politiques et les stratégies que déploient les professionnels de la politique pour les articuler, offre à l'analyse des partis politiques des outils appropriés à l'examen de leur réalité complexe, et notamment de l'interdépendance organique entre les organisations politiques et les soutiens sociaux non politisés qui contribuent à les modeler indirectement.

Pour réaliser notre étude, nous avons généralisé et agrégé les données que notre travail de thèse<sup>4</sup> nous a permis de recueillir auprès de 25 députés ou sénateurs maires de l'UDF, de 150 autres adhérents ayant des responsabilités locales (conseillers, adjoints, administrateurs de SEM, présidents d'associations ou de conseil de quartier), de 220 jeunes militants que nous avons rencontrés à l'occasion des Universités d'été du parti et des conseils nationaux ou conventions nationales du parti<sup>5</sup> et d'individus extérieurs non adhérents mais impliqués localement dans la gestion municipale ou départementale des élus de l'UDF. Concernant les jeunes membres de la Nouvelle UDF, fraîchement inscrits, qui représentent 12 fédérations<sup>6</sup>, ils nous ont donné l'occasion de connaître plus précisément quelles étaient les matrices

---

<sup>3</sup> Depuis l'élection à la présidence de François Bayrou, l'UDF s'appelle officiellement « Nouvelle UDF » et marque l'intention de ses nouveaux dirigeants de faire de cette organisation un véritable parti politique. Cette nouvelle dénomination est variablement respectée. Ceux qui manifestement refusent la fusion des composantes continuent de se dire de l'UDF et cherchent à ignorer cette nouvelle appellation.

<sup>4</sup> « Enracinement et structuration de la Nouvelle UDF ». Thèse en cours sous la direction de Jacques Lagroye, Paris I/CRPS.

<sup>5</sup> Nous avons pu également passer un questionnaire aux adhérents de la Nouvelle UDF lors de la convention nationale qui s'est tenue au début du mois de décembre 2001 à Amiens et qui a investi François Bayrou comme candidat officiel pour les élections présidentielles. Pour des raisons évidentes liées à un manque de temps, nous ne mentionnerons pas explicitement ces données.

<sup>6</sup> Les entretiens que nous avons faits pendant cette université d'été nous ont aidé à savoir quelles étaient les régions les plus propices à l'implantation de la Nouvelle UDF.

actuelles de l'adhésion et dans quelles conditions celle-ci avait lieu. C'est en croisant les données qui concernent d'une part l'organisation politique en tant que telle et d'autre part les filières politiques personnalisées (les bastions ou fiefs) que l'on peut saisir la réalité de cette organisation dont on s'est habitué à dire qu'elle n'était qu'un conglomérat d'élus capables de s'affranchir des ressources partisans classiques. C'est cette impression que nous voulons expliciter et corriger. L'utilisation de ces données peut laisser penser que notre point de vue ne permet au mieux que de survoler l'ensemble des réalités constitutives de la Nouvelle UDF. Une analyse exhaustive des matériaux disponibles permettrait sans aucun doute de donner à voir le parti dans son ensemble. Nous avons seulement voulu insister ici sur quelques caractéristiques sociopolitiques et des notions dont la mise en forme théorique peut fournir des pistes de recherche dans le cadre des nouvelles approches des partis politiques.

### **1- Les réseaux partisans de la Nouvelle UDF : les débouchés politiques de l'engagement catholique**

Pour aborder la réalité sociale de la Nouvelle UDF et plus particulièrement celle qui concerne les matrices qui portent certains agents à adhérer à cette organisation politique, nous nous appuyerons essentiellement sur les parcours que nous avons reconstruits à la suite des entretiens effectués auprès des jeunes militants de l'UDF lors d'une université d'été<sup>7</sup>. Cette orientation méthodologique se justifie, nous semble-t-il, par le fait que ceux que l'on appelle les militants<sup>8</sup>, distingués des élus, sont ceux que les responsables du parti – élus ou non - recrutent pour en faire des soutiens ou de futurs élus<sup>9</sup>. La saisie de leurs parcours est un indicateur du degré d'encastrement du parti dans des territoires précis. Certes, les « jeunes »<sup>10</sup> ne sont pas tout à fait représentatifs de l'ensemble des adhérents de la Nouvelle UDF tant d'un point de vue quantitatif (15 % de l'ensemble des adhérents) que d'un point de vue qualitatif, ne serait-ce ici que parce qu'ils sont faiblement dotés en capital électoral et donc en autorité au sein du parti. Il n'empêche que dans la vie du parti et des congrès qui désignent les leaders ils sont parmi les plus actifs. Ils incarnent les figures et les rôles militants. Leur

---

<sup>7</sup> Nous avons interrogé pendant une semaine 120 militants dont la relation d'enquête a au moins duré un quart d'heure – la plupart du temps plus d'une demi-heure. Egalement, pour chaque enquêté, nous avons cherché à connaître le parcours de leurs homologues qui ne s'étaient pas rendus à l'université d'été pour évaluer la densité des réseaux qui conduisent à la Nouvelle UDF. Nous avons enfin complété nos informations en passant le reste de notre temps à observer la vie diurne et nocturne de cette université. Cela nous a permis, à bâton rompu, au cœur des échanges collectifs, de recouper nos informations et de vérifier pratiquement la réalité des discours enregistrés. Au total, nous avons au moins croisé et discuté avec plus de 300 militants alors qu'il y en avait 400 inscrits. Enfin, en nouant des contacts avec les présidents de fédérations Jeunes-UDF, nous avons envoyé par courrier électronique 130 courts questionnaires à des adhérents qui ne s'étaient pas rendus aux universités d'été, par manque de temps, d'argent ou de motivation.

<sup>8</sup> D'après nos calculs et ceux des responsables de l'UDF, les Jeunes-UDF sont à peu près 6 000. Les départements ou fédérations les plus représentés sont le Nord, le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, Les Pyrénées-Orientales, le Bas-Rhin et ceux de l'Ile de France – dont surtout la Seine-Saint-Denis.

<sup>9</sup> Sans négliger la pression que les militants cherchent à exercer sur les élus, nous assumons tout à fait le choix théorique qui, à la suite de Max Weber, cherche à démontrer que les organisations politiques sont des instruments de la domination politique. Nos observations nous ont d'ailleurs convaincus de la très forte instrumentalisation des militants par les élus.

<sup>10</sup> Jusqu'à 35 ans, les militants sont considérés comme jeunes et sont adhérents des Jeunes-UDF, tout en étant bien sûr membres de la Nouvelle UDF.

présence dans l'organisation résulte de la capacité d'attraction des fédérations départementales et de certains réseaux partisans que contrôlent les responsables de la Nouvelle UDF qui ont un intérêt à densifier le parti. Connaître leurs parcours nous permet donc de repérer les voies actuelles de l'adhésion au parti.

### Une forte socialisation catholique

Le premier constat que l'on peut faire au vu des résultats que nous avons recueillis c'est que de très loin l'Eglise catholique, et plus précisément certains de ses segments d'encadrement de la jeunesse chrétienne – paroisses, évêchés, associations caritatives, facultés de théologie -, est une matrice essentielle de socialisation politique et d'apprentissage des activités de l'action publique, dont profite la Nouvelle UDF. Si 92 % des jeunes étudiés ont eu une éducation religieuse dont le catéchisme a été complet et si 74 % de ces mêmes adhérents disent pratiquer encore le plus régulièrement possible leur religion, c'est davantage leur passage dans des structures catholiques annexes ou parallèles au rite dominical qui les a amenés à finir par s'engager en politique. Plus que d'avoir suivi la catéchèse ou de s'être imprégnés des sermons à la messe, les militants de la Nouvelle UDF ont en commun d'avoir nourri leur foi en pratique. C'est à travers des actions répétées de solidarité en direction des démunis ou des malades, celles apprises dans des centres de vacances développant l'idéologie du bénévolat et celles valorisées dans des actions humanitaires internationales que les adhérents de la Nouvelle UDF ont associé la croyance religieuse et la nécessité d'un engagement politique et social. Ces parcours initiatiques et prédisposant à l'adhésion politique ne les ont d'ailleurs pas quittés puisque la plupart des militants (90 %) cumulent encore l'engagement associatif et l'engagement politique comme l'indique la tableau ci-dessous :

	Militants de la Nouvelle UDF interrogés	Militants issus d'une famille catholique	Militants, catholiques pratiquants	Militants, membres actifs de leurs paroisses	Militants, membres d'une association de solidarité	Militants, membres d'une association catholique de réflexion	Militants, membres d'une association non catholique de solidarité	Militants engagés dans au moins une association à caractère social ou religieux
Dont habitant dans une ville UDF	174	168	132	113	102	65	42	161
	220	200	163/190 <sup>11</sup>	90/127	120/173	85/103	54/65	199

<sup>11</sup> Pour tenir compte du passé et du présent, nous avons inscrit à gauche le chiffre qui correspond à l'adhésion présente et à droite celui qui correspond à l'adhésion passée. Ce qui signifie, pour donner un exemple, que parmi les 220 militants de la Nouvelle UDF interrogés, 163 sont aujourd'hui

S'il existe une échelle des attitudes au sein de l'église et surtout une échelle des prises de position vis à vis de l'institution et de ses tendances que l'on peut partiellement conjuguer avec l'axe politique droite/gauche et l'axe religieux progressiste/intégriste, les militants de l'UDF ont en commun de se définir comme « très ouverts » socialement et rituellement, à l'image de la démocratie chrétienne, mais légitimistes par rapport aux positions du pape et surtout au respect de l'ordre institutionnel qu'il incarne. Ils affichent néanmoins beaucoup moins de tolérance à l'égard des « intégristes » qu'en direction des « cathos de gauche » avec lesquels ils partagent des expériences en matière d'action de solidarité.

### **Le champ des associations catholiques**

L'enquête par entretien nous a permis de constater par ailleurs que l'engagement des catholiques dans ce bas-monde, s'il est orienté par l'institution catholique vers des formes d'investissement à caractère social, ne suffit pas à guider les croyants les plus actifs vers les partis politiques et *a fortiori* vers la Nouvelle UDF. Ainsi, il nous a fallu réunir à chaque fois les caractéristiques politiques et culturelles des contextes au sein desquels a eu lieu la socialisation politico-religieuse des militants, et l'influence des évêques, des prêtres ou des animateurs catholiques qui ont favorisé l'orientation et l'adhésion politique pour mettre à jour les caractéristiques de cette socialisation politique. L'agrégation des types de parcours nous autorise à dire d'abord que certaines associations sont plus propices à l'adhésion à l'UDF que d'autres. En ce qui concerne les cercles de réflexion, l'influence du Mouvement Eucharistique des Jeunes (MEJ) et celui des Jeunes Pour la Foi (JPF) est incontestable, 40 % des enquêtés y sont en effet passés et 15 % y exercent encore une responsabilité qui se résume la plupart du temps à encadrer les jeunes du mouvement pendant les vacances. Les lieux de réflexion mis en place par les Jésuites sont également des passages fréquents. Cela concerne les militants les plus diplômés et surtout ceux qui sont passés par des écoles de commerce réputées qui toutes ont une aumônerie tenue par des jésuites (HEC, EDHEC, ESSEC). Près de la moitié d'entre eux (18 %) ont ajouté à ces expériences spirituelles une formation théologique dispensée par les Instituts Catholiques<sup>12</sup>. Mais la plupart des militants n'appartient pas aux couches les plus aisées de la population française<sup>13</sup> et les matrices de politisation qui les ont modelés sont davantage orientées vers l'action que vers la réflexion. La grande majorité des militants que nous avons observés ont fait surtout leur preuve dans des actions concrètes de bénévolat. Et là encore, l'analyse statistique, si contestable soit-elle du fait de son échantillon réduit, indique clairement que certaines associations catholiques peuvent fonctionner comme des lieux qui favorisent l'engagement politique. Le scoutisme a été fréquenté par nombre de militants (56 %) et surtout celui proposé par les Scouts de France – loin du traditionalisme des Scouts d'Europe –, les camps de vacances organisés par les paroisses – où l'on a fait l'apprentissage du dévouement en aidant aux récoltes, au reboisement et au nettoyage des

---

catholiques pratiquants et 190 l'ont été pendant un temps, en général jusqu'à la confirmation. 132 militants de ces 163 catholiques aujourd'hui pratiquants résident dans une ville UDF.

<sup>12</sup> Selon notre recensement, ce sont les Instituts Catholiques de Lille, Lyon et Paris qui sont le plus souvent à l'origine de cette formation.

<sup>13</sup> Autre caractéristique essentielle qui définit les militants et qui les oppose souvent en tout point aux « notables » ou à d'autres réseaux d'élus.

plages - les actions de la Croix Rouge, du Secours Catholique, de la Banque Alimentaire et parfois des Restos du Cœur ont accompagné les futurs militants de l'UDF. A leur tour, beaucoup ont cherché en grandissant à assumer des fonctions dans ces univers de l'action solidaire et des centres de jeunesse. Cela a impliqué des formations dans des centres d'animation socioculturelle pour obtenir le BAFA (32 % des militants UDF ont un BAFA). A cet égard, deux centres de formation des animateurs reviennent systématiquement, l'Union Française des Centres de Vacances (UFCV, centre socioculturel fournisseur de service dans la plupart des mairies UDF) et l'Institut de Formation des Animateurs des Collectivités (IFAC, l'autre fournisseur, créé par André Santini).

### **Le travail de clarification politique au sein des institutions religieuses**

L'adhésion au parti de la Nouvelle UDF ne résulte pas d'une simple addition des expériences sociales et religieuses promues par les diverses associations du champ de la solidarité. La politisation de certains membres de l'Eglise s'est faite grâce à la médiation active des figures d'autorité de l'institution catholique. Très souvent, ce sont des évêques, des prêtres, des diacres ou des pères jésuites qui se sont autorisés à indiquer vers quelle organisation politique il était « logique » que les futurs militants se tournent. Tout se passe en effet comme si ceux qui incarnent la hiérarchie de l'institution religieuse avaient en quelque sorte un pouvoir libérateur permettant aux profanes de s'affranchir des doutes et des réserves qu'ils ressentent lorsqu'ils sont habités par l'ambition politique<sup>14</sup>. Le rôle de ces personnes « morales » incarnant l'ordre religieux va même au-delà de la question de la légitimité d'une adhésion à un parti politique. L'intervention explicite ou diffuse des clercs sur les raisons sociales de la mobilisation politique porte également sur les caractéristiques de l'identité partisane. Nombre d'interviewés ont effectivement reconnu que les responsables catholiques auprès desquels ils avaient fait part de leur intention de s'engager en tant que militant les avaient aidés à se percevoir comme « plutôt à droite » ou « de centre droit » et enclins à embrasser la tradition démocrate chrétienne ; celle justement défendue par la Nouvelle UDF de François Bayrou. Les hésitations rencontrées chez certains paroissiens sur le point de s'engager en politique ont souvent été levées à l'occasion de réflexions collectives organisées au sein de l'institution catholique qui cherche à résoudre les contradictions éventuelles entre la recherche de la transcendance et l'action politique. Il n'est pas rare de constater qu'au cœur des activités paroissiales des moments de réflexion sur le rapport entre religion et politique sont partagés. Nous n'insinuons pas par là que les diocèses ou les paroisses sont des lieux de propagande politique dont profiterait exclusivement le parti de François Bayrou. Les conseils que se permettent de délivrer les évêques ou les prêtres ont pour fonction le plus souvent de clarifier des dispositions éthiques et politiques que les jeunes qui disent vouloir s'engager semblent manifester. Beaucoup de militants interrogés nous ont affirmé que d'autres membres de leurs paroisses avaient été « dirigés » vers des organisations politiques de gauche ou des associations catholiques plus marquées par le socialisme telle que la JOC. Ces mécanismes de sélection des dispositions politiques doivent enfin être rapportés à la volonté des représentants de l'ordre religieux cherchant à voir leurs fidèles s'impliquer dans tous les espaces de la vie

---

<sup>14</sup> Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que beaucoup de militants de la Nouvelle UDF ont en mémoire des textes de l'évangile les aidant à accepter le combat politique et les appelant à relativiser certains de ses aspects comme l'adversité, la jouissance du pouvoir et de l'argent. Plusieurs nous ont confié aller régulièrement en retraite pour se « laver » de certaines attitudes politiques anti-religieuses.

sociale, culturelle et politique. C'est sans doute le signe que l'institution catholique tente de préserver son influence dans la société, mais c'est aussi une conséquence de la transformation des pratiques religieuses des jeunes fidèles plus portés vers l'action de solidarité que vers la méditation. Nous avons pu vérifier localement ces phénomènes d'exhortation à l'engagement social et politique des croyants<sup>15</sup>. Les évêques interviennent régulièrement pour inviter les catholiques à s'engager dans la « société civile » et rappellent à leurs fidèles le caractère légitime des prises de position politique.

### **L'intégration des institutions religieuses dans le champ de l'action politique**

Si les responsables religieux aident à lutter contre des inhibitions par rapport à l'engagement politique et contribuent à transformer chez certains une socialisation catholique en habitus militant et/ou politique, les paroles ou les gestes marquant leur assentiment ne suffisent pas seuls à orienter des individus vers la Nouvelle UDF. L'étude des conditions de l'adhésion, qui revient à faire une sociologie des réseaux partisans, conduit, au vu des résultats, à porter une attention toute particulière aux contextes locaux qui favorisent le passage de l'action catholique à l'action politique. D'après les données recueillies, la majorité des militants avec lesquels nous nous sommes entretenus résident dans une ville dont le maire est un élu de l'UDF. Plus exactement, une grande partie des adhérents dont a repéré les trajectoires sociales se sont engagés alors que la configuration sociopolitique locale présentait un fort degré d'intégration des institutions religieuses dans le champ de l'action publique. En d'autres termes, loin de subir un quelconque phénomène de forclusion, les associations d'obédience catholique, lorsqu'elles sont prises dans des relations institutionnalisées qu'activent localement les politiques sociales, culturelles, sportives, relations qui concernent donc plus largement les actes du gouvernement local, exposent leurs membres à des enjeux explicitement politiques et partisans et accroissent par la même occasion leur propension à l'activisme militant. C'est là que l'on retrouve les notions de *réseau partisan* et de *milieu partisan* qui permettent d'insister sur les effets politiques de l'intrication des univers religieux, sociaux et politiques. Les militants de la Nouvelle UDF sont des agents sociaux qui ont été fortement socialisés par ces milieux partisans dont les structures ont un rapport étroit avec l'univers municipal et ses enjeux politiques<sup>16</sup>. Les militants de la Nouvelle UDF, encouragés certes par l'acquiescement des gardiens de l'Eglise, ont rejoint le parti centriste grâce au contact régulier d'agents sociaux situés aux frontières de l'Eglise et des institutions municipales et para-municipales, ou des associations dépendantes des subventions publiques accordé au tiers secteur. Les premiers pas en politique chez les militants de l'UDF ont très souvent été faits au côté d'élus locaux qui cumulaient ces propriétés sociales plurielles et ces positions que le cadre local a permis d'entrecroiser<sup>17</sup>. Beaucoup de nos interlocuteurs ont

---

<sup>15</sup> Nous pensons aux villes d'Amiens, de Valenciennes, de Perpignan, d'Annecy, de Rouen, de Blois et d'Arras. Au niveau extra-municipal, les évêques de Poitiers, Lyon et Cambrai, par exemple, ne cessent d'appeler à la mobilisation des catholiques dans tous les secteurs de la vie sociale.

<sup>16</sup> Peut-être qu'à ce titre on peut parler d'une culture politique de type démocrate chrétienne et qui semble se dégager dans certaines villes UDF. Nous pensons par exemple à Amiens, Annecy, Arras, Bar-le-Duc, Lyon, Saint-Malo, Saverne et Valenciennes.

<sup>17</sup> Pour exemple, dans le diocèse d'Amiens, sur 35 000 pratiquants dans le département de la Somme, 7 000 font partie d'un groupe ou d'un mouvement d'église : 2 300 sont en « action catholique », 1100 sont dans un groupe d'action caritative et sociale, 1 200 appartiennent à un mouvement d'éducation (scoutisme, MEJ), 2 400 sont dans un mouvement de spiritualité ou groupe de prière, 4 800

effectivement reconnu que le maire UDF de leur ville ou le chef d'opposition UDF les avaient directement sollicités après les avoir rencontrés lors d'activités pastorales. Ce dernier point permet d'insister au passage sur le fait que la compréhension des réseaux sociaux qui irriguent les organisations politiques exige de toute évidence une meilleure appréhension du rôle des élus et de leur travail de mise en réseau. Des réseaux dont la structuration n'est pas sans lien avec les appareils politiques, sans lesquels d'ailleurs leur institutionnalisation aurait des caractéristiques très différentes.

### **Les militants du parti**

Si nous avons choisi de nous focaliser sur les nouveaux militants c'est parce que pour des raisons méthodologiques – un échantillon sur lequel on peut effectuer un travail très approfondi – et anthropologiques – une entrée empirique qui permet de saisir pleinement l'influence des réseaux catholiques qui, en ce qui concerne la Nouvelle UDF, sont les plus déterminants – leur caractéristiques nous paraissaient essentielles. Certes, nous avons rencontré des militants qui n'avaient pas eu de parcours aussi clairement balisés par les institutions de l'Eglise. Tous par contre sont au moins issus d'une famille de tradition catholique. Ce facteur religieux ne peut être sous-estimé. Un fait permettra de le comprendre. Parmi notre échantillon figuraient dix militants issus de l'immigration maghrébine et tous se sont déclarés catholiques pratiquants alors que leur parcours montrait qu'ils avaient été encadrés pendant leur jeunesse par des associations catholiques. Au delà de cette réalité, nous voudrions pour finir soulever un dernier point qui concerne la place particulière de ces agents sociaux dans le parti. Nous avons dit qu'ils endossaient le rôle des militants du parti et de ce point de vue là ils rejoignent d'autres adhérents qui ont les mêmes caractéristiques sociales et politiques<sup>18</sup>. Les militants de la Nouvelle UDF sont en effet, majoritairement, des produits des institutions de type démocrate chrétien. Beaucoup sont issus de la composante Force Démocrate anciennement Centre des Démocrates Sociaux (CDS). Et l'on comprend mieux pourquoi François Bayrou est aujourd'hui le président de la formation centriste, lui qui depuis plusieurs années cherche à lutter contre les grands élus du parti en leur opposant le crédit qui lui est accordé par les militants. Le leader béarnais joue beaucoup sur son image de chrétien engagé en politique et bénéficie en retour d'une forte légitimité<sup>19</sup> en tant que leader de l'organisation. On peut même dire qu'il fait partie des rares centristes à bénéficier d'un tel culte de la personnalité avec Raymond Barre, Bernard Stasi et Valéry Giscard d'Estaing. Mais ce capital partisan ne cesse de se heurter à d'autres types de ressources que les grands élus locaux mettent en jeu dans la compétition pour le monopole du label partisan.

### **2- Les réseaux notabiliaires**

---

remplissent un service d'église dont 1 750 en catéchèse ou animation d'aumônerie, 1 800 dans le domaine de la liturgie et 1 300 pour des services réguliers et modestes (nettoyer l'église ou la fleurir). Enfin, 1160 remplissent un mandat électoral (1080 au niveau municipal et 80 au niveau départemental ou régional). 30 % des 18- 35 ans exercent au moins une responsabilité dans la société et le pourcentage est de 42 chez les 35-44 ans. Données recueillies en 1987 par le Centre d'étude et de recherche chrétiennes d'Amiens.

<sup>18</sup> Une enquête par questionnaire des adhérents de la Nouvelle UDF (50 % des membres présents ont été interrogés) lors de la convention d'Amiens au mois de décembre 2001 recoupe ces informations.

<sup>19</sup> Son slogan de pré-campagne présidentielle, « La France humaine », fonctionne auprès des militants comme un message implicite entre croyants qui pensent partager la même foi.



Nous avons insisté jusqu'ici sur les réseaux dont profite directement la Nouvelle UDF sur l'ensemble du territoire selon le niveau d'imbrication des institutions sociales telles que les associations religieuses, de solidarité et les municipalités centristes. Mais s'arrêter là réduirait l'analyse de l'organisation politique étant donné que ses membres et ses soutiens plus ou moins occasionnels ne sont pas tous issus du milieu partisan que l'on vient de décrire. Ces réseaux sociopolitiques ne sont pas les seules formes instituées qui contribuent à objectiver le parti. L'accumulation d'études localisées nous a permis en effet de constater qu'à côté de ces formes de mobilisations partisans existaient de façon plus ou moins antinomique des *réseaux notabiliaires* constitués par les élus dans le but de consolider leurs positions locales. On peut même ajouter que les élus s'appuient d'autant plus sur ces réseaux notabiliaires pour renforcer leur position qu'ils tendent à s'écarter de la ligne du parti ou qu'ils réussissent à se passer des ressources que l'organisation peut offrir dans la compétition politique. L'observation sociologique a permis d'ailleurs de vérifier que là où les réseaux notabiliaires sont denses, les fédérations ou sections locales de la Nouvelle UDF étaient comme « asséchées ». On pourrait facilement rétorquer que ces réseaux ou associations apolitiques extérieurs au parti sur lesquels se reposent les élus locaux, ne concernent en rien l'analyse des organisations politiques et pas plus celle de la Nouvelle UDF stricto sensu. Notre position, au contraire, est d'affirmer que d'une part ces réseaux permettent aux élus de l'UDF de consolider leur pouvoir au niveau local ainsi que celui qu'ils exercent au sein de l'organisation politique et que, d'autre part, ces réseaux d'agents sociaux qui fonctionnent comme des soutiens et des filières d'accès au pouvoir local sont des formes *privatisées* de mobilisation plus ou moins perméables aux enjeux partisans. Ils semblent avoir plusieurs fonctions si on les compare aux formes habituelles de la mobilisation politique. Soit ils permettent aux élus de neutraliser l'action des fédérations et de leurs responsables – ceux nommés par le siège national entre autres – en orientant leurs supporters ailleurs que vers le parti<sup>20</sup>, soit ils sont des lieux de repli et de temporisation qui permettent aux élus d'attendre une meilleure conjoncture pour profiter du soutien de leurs supporters dans le parti, soit encore, ils sont des formes appropriées aux mobilisations dans des configurations sociales et culturelles spécifiques (zones rurales, ville ayant une faible tradition partisane à droite, moment de désinstitutionnalisation qui voit s'effondrer les structures traditionnelles de l'action collective). La présence de ces réseaux notabiliaires dépend bien sûr des trajectoires des élus. Plusieurs d'entre eux que l'on ne peut pas comparer littéralement à des notables doivent ce type d'implantation à l'institutionnalisation de pratiques d'enracinement qui, dans la droite non gaulliste, ont fini par s'imposer à toute la descendance politique<sup>21</sup> à laquelle de fait ils appartiennent<sup>22</sup>.

---

<sup>20</sup> Beaucoup de responsables politiques ayant l'étiquette de l'UDF nous ont à plusieurs fois confié que les associations extra-partisanes qu'ils avaient mises en place étaient d'une certaine façon leur « assurance vie politique ». Une façon d'expliquer qu'ils sont « couverts » quelle que soit l'issue des luttes qu'ils mènent au cœur du parti.

<sup>21</sup> On pense notamment aux anciens responsables du Parti Républicain qui sont aujourd'hui disséminés entre l'UDF et Démocratie Libérale. La plupart ont été parrainés en début de carrière par des quasi-notables. Notons que le PR a connu une période de forte homogénéité et densité partisane. Les anciens militants ne se sont pas volatilisés d'ailleurs. On les retrouve la plupart du temps dans ces réseaux notabiliaires et mobilisés autour de leurs anciens leaders PR. Certains d'entre eux ont franchi le pas de l'UDF à la demande de leurs responsables pour participer à certaines compétitions dans lesquelles leurs élus avaient quelques raisons d'obtenir des trophées.

L'attention que l'on a porté aux structures parallèles à l'organisation politique telle que l'on a l'habitude de la saisir spontanément nous a aidé à comprendre comment l'UDF peut être une organisation pérenne<sup>23</sup> bien que présentant toutes les caractéristiques d'un parti de cadre qui fonctionne comme un cartel électoral. Ces réseaux notabilisés ou personnalisés aident à comprendre également comment se distribue l'autorité et l'influence des différents leaders dont on vante au sein même du parti la qualité de leur implantation. Celle-ci donne alors une autonomie suffisante aux élus pour développer leur stratégie locale que ne peut qu'avaliser l'organisation, fût-ce au détriment de sa propre logique d'implantation. Il va sans dire que le détour hors de l'organisation politique que l'on invite à faire par les structures notabilières permet parallèlement de saisir la nature d'autres formes de clientèles qui, à l'instar des organisations politiques localisées, contraignent les rôles politiques que sont amenés à jouer les élus<sup>24</sup>. Nous voudrions donc dans cette dernière partie de l'exposé rendre compte de quelques caractéristiques qui définissent en partie ces structures parallèles qui épousent à chaque fois les traits spécifiques des configurations sociopolitiques localisées. Autant dire que leur caractérisation est d'autant plus difficile à faire que ces organisations qui produisent du soutien divergent des formes de mobilisation partisane homogénéisées un tant soit peu par l'organisation et ses normes<sup>25</sup>.

### **Les entreprises de mobilisation culturelle**

En multipliant les études locales de type monographique dans le but de mettre en perspective la nature des leaderships des élus de la Nouvelle UDF et en constatant que les fédérations étaient très souvent désertées nous avons pu nous rendre compte que l'armature des entreprises politiques, dans bien des cas, reposait sur des réseaux d'agents sociaux apparemment étrangers aux mobilisations politiques qui ont lieu dans les partis politiques. Nombre d'élus ont en effet mis en place des associations dont l'objet social est culturel et non pas « politique ». Il n'en demeure pas moins que la mise en place de ces organisations à caractère culturel s'inscrit dans le cadre des stratégies objectives de consolidation du pouvoir politique et de sa légitimation. D'une part parce que les membres de ces associations à but culturel sont présidées par les élus en question et ont pour effet de créer ou d'entretenir la mobilisation autour d'eux ; d'autre part parce que ces membres ou adhérents sont la plupart du temps les supporters les plus actifs de l'équipe politique des élus. C'est toute la complexité de ce genre d'entreprise politique qui, à l'abri des activités reconnues comme appartenant au répertoire de la conquête électorale dont les partis sont les symboles et les structures

---

<sup>22</sup> Nous avons eu l'occasion de vérifier cela grâce au cas d'Hervé Morin, député UDF de l'Eure qui a succédé à Ladislav Poniatovski.

<sup>23</sup> C'est une structure pérenne qui du fait des caractéristiques que l'on tente de mettre à jour donnent toujours l'impression d'être sur le point de disparaître. Son fonctionnement résulte toujours de la tension produite entre ceux qui cherchent à lui donner de la densité et ceux qui, contraints ou non, cherchent à démontrer toute sa vacuité.

<sup>24</sup> On peut-être eu trop tendance à dire que la notabilisation des élus en soi les rendait plus autonomes vis à vis du parti.

<sup>25</sup> S'il existe des points communs entre ces réseaux notabilières c'est sans doute que la professionnalisation des élus a permis de faire partager des savoir-faire communs. Enfin, entre élus de la même organisation des stratégies de consolidation des positions locales sont échangées ainsi que l'idée selon laquelle un élu est d'autant plus installé dans la compétition politique qu'il contrôle ses propres réseaux politiques.

appropriées, produit du consensus politique. Le cas du Puy du Fou en Vendée dont Philippe De Villiers<sup>26</sup> est le créateur n'est pas une exception parmi les élus de l'UDF. D'autres élus de l'UDF, en majorité issus de la vieille famille des Républicains Indépendants, ont également bâti leur leadership sur ce mode d'ancrage local et sur ce type de mobilisation. On pense, par exemple au député Hervé Morin, délégué général de l'UDF et député de l'Eure, qui préside une association dont le but – ou l'aventure collective – est la réunification de la Normandie. Ce groupement rassemble des groupes sociaux très divers mais les plus influents s'adressent à la bourgeoisie ou l'aristocratie normande intéressée par le développement d'un projet de grande ampleur qui se trouve au carrefour des enjeux territoriaux, sociaux, culturels et politiques. Comme pour le cas vendéen, se mêlent un souci d'écrire ou de réécrire l'histoire et celui d'avoir un contrôle sur l'avenir du département en sauvegardant la militance et la cohésion des groupes sociaux ainsi que leur hiérarchie. Au sein de cette association qui permet au leader de l'UDF de négocier avec les partenaires de droite et notamment d'imposer le thème de la réunification pour les prochaines élections régionales tout en transcendant l'identité des groupes politiques qui revendiquent une place dans la compétition, on retrouve d'anciens adhérents du parti républicain, quelques militants héritiers de la démocratie chrétienne et de nouveaux agents sociaux ayant trouvé des raisons non politiques de s'engager. A côté, la fédération de l'Eure compte une dizaine de personnes, sous la présidence d'Hervé Morin bien entendu. Depuis que ce dernier fait partie des soutiens les plus actifs du président de la Nouvelle UDF, la fédération connaît un léger regain d'adhésion<sup>27</sup>. Nous pourrions également citer le cas de Rouen où le député UDF, Patrick Herr, est président de l'ARMADA, association qui tous les quatre ans organise un rassemblement de vieux gréements le long de la Seine. Cette manifestation culturelle est aujourd'hui celle qui dans le monde rassemble le plus de spectateurs. L'ARMADA à Rouen c'est plusieurs centaines de bénévoles que le Député a rassemblés autour de lui ; des individus prédisposés à manifester leur engagement pour une cause dont la mobilisation est perçue comme une action collective parfaitement apolitique, au service exclusif de la ville de Rouen. Il va sans dire que ces mots d'ordre hyperlocalistes qui conjuguent l'histoire et la modernité trouvent un écho dans la plupart des réseaux sociaux qui, à Rouen, pèsent dans le jeu des rapports de force sociopolitiques. Le député qui a préféré renoncer à briguer le mandat de maire plutôt que d'abandonner la présidence de l'ARMADA, bénéficie d'échanges sociaux qui tout en accordant une réalité à son entreprise politique lui permettent de se placer dans le registre de l'émotion, de la création quasi-artistique et du désintéressement. Là encore, on peut constater une certaine perméabilité entre le réseau des soutiens réunis par l'ARMADA et la section de l'UDF. L'élus tente de gérer les flux de militants ou de sympathisants de la cause nautique en fonction des enjeux politiques à venir et du poids qu'il entend avoir lors des rendez-vous démocratiques de la fédération.

Il serait dommage, selon nous, de sous-estimer le poids de ces structures car elles participent à l'extrême personnalisation des rôles politiques tout en encadrant une clientèle active

---

<sup>26</sup> On ne saurait trop recommander à ce propos la lecture de l'ouvrage de Jean-Clément Martin et Claude Suaud, *Le Puy de Fou en Vendée, l'Histoire mise en scène*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>27</sup> Lors d'un entretien qu'il nous a accordé, ce député de l'Eure a reconnu qu'il préférerait garder à l'abri ses soutiens à qui il avait déjà fallu apprendre que le PR s'était dissous. Pour montrer à François Bayrou sa loyauté, nous confia t-il, il a admis de développer l'UDF locale en impliquant quelques-uns de ses soutiens personnels pour fixer à une centaine le nombre d'adhérents.

électorale d'un caractère tout à fait singulier. En effet, elles réunissent des groupes sociaux qui appartiennent à la bourgeoisie urbaine désireuse de participer au gouvernement local et des membres des couches populaires<sup>28</sup> qui par les services que les élus leur apportent et la place qu'ils leur accordent acceptent de soutenir des entreprises politiques classées à droite. Grâce à ces cadres de l'action locale qui sont caractérisés par l'apolitisme, les élus disposent d'agents susceptibles de les soutenir lors des scrutins locaux voire, dans certains cas, des militants de circonstance prêts à intervenir dans la fédération pour contrecarrer les règles formelles imposées par les permanents des organisations politiques. C'est ainsi qu'il est fréquent de rencontrer des agents se revendiquant de la « famille UDF » tout en précisant aussitôt leur mépris pour les activités partisanses.

### **Les réseaux de la démocratie locale et des politiques publiques**

Il existe d'autres réseaux de type notabiliaire ayant la capacité de rassembler nombre d'individus qui, à l'instar des groupes mobilisés déjà cités, s'engagent derrière les élus de l'UDF par l'intermédiaire des espaces d'action que l'organisation municipale a institués. Une étude approfondie de la structuration du pouvoir du maire d'Amiens, Gilles de Robien (UDF), nous a aidé à saisir comment cet élu avait fini par privilégier les institutions de la démocratie locale au détriment des sections des partis politiques pour rassembler ses soutiens. Alors que la fédération départementale de l'UDF est quasiment délaissée par le député maire de la ville d'Amiens, les comités de quartier qui ont été développés depuis son arrivée n'ont cessé depuis de remplir la fonction de lieu principal de mobilisation autour du responsable de l'UDF et de réservoir de supporters ou de futurs cadres de l'entreprise politique de l'ancien leader du Parti Républicain et de Démocratie Libérale. Ces structures qui développent l'idéologie de la participation de proximité présentent une densité tout à fait remarquable et réalisent aujourd'hui la mise en réseau les institutions sociales, culturelles et religieuses qui s'étaient pendant un temps partagées entre le CDS et le PR. De l'aveu du premier intéressé, cette organisation ayant des objectifs politiques explicites, permet de s'adapter aux évolutions des formes d'engagement qui prévalent dans la ville, de donner aux soutiens dont lui-même profite des activités concrètes et des responsabilités sans prendre le risque de voir ces associations se disloquer sous le coup des luttes partisanses<sup>29</sup>. Au fur et à mesure que sont institutionnalisées ces instances de la démocratie locale, le maire et certains de ses adjoints insistent sur la formation des membres des comités de quartier, qui le plus souvent sont actifs

---

<sup>28</sup> A notre connaissance, c'est par ces dispositifs d'encadrement que les élus de la droite non gaulliste sont parvenus à s'implanter parmi les couches populaires. C'est en tout cas ce que l'on a constaté à Toulouse, Rouen, dans les Pyrénées-Atlantiques et dans les Deux-Sèvres. Ailleurs, l'Eglise reste encore l'institution qui peut attirer des membres des couches populaires.

<sup>29</sup> Il est important de rappeler dans le cas de Gilles de Robien qu'il a cherché au moins à deux reprises à devenir le principal leader du pôle indépendant ; une fois au temps du Parti Républicain et une seconde contre Alain Madelin au moment de la création de Démocratie Libérale. Suite à la tentative manquée de contrôle du parti d'Alain Madelin, il a créé le Parti Républicain Indépendant et Libéral (PRIL). Au cours de ces moments de lutte, il s'est appuyé sur les adhérents amiénois qu'il avait fait entrer dans les structures successives. Cela a été dommageable car plusieurs d'entre eux se sont épuisés et ont quitté les organisations politiques. Depuis, Gilles de Robien se dit « en attente » et redoute de voir sa position s'affaiblir à force de mobiliser sans succès ses supporters. Il est le premier aujourd'hui à remarquer qu'il est sans intérêt de s'engager dans un parti. Cela ne l'empêche pas de s'assurer que la fédération UDF de la Somme est au moins représentée par un de ses adjoints.

dans d'autres associations ; ils conçoivent cette formation sur le mode de celle cadres d'une organisation politique. Les jeunes, à leur tour, enrôlés dans les conseils municipaux de la jeunesse, sont reliés au même dispositif<sup>30</sup>. Lors des dernières élections municipales, les nouveaux entrants dans le gouvernement municipal étaient d'anciens acteurs de la démocratie de quartier. Nous avons pu repérer à peu près la même chose à Valenciennes où Jean-Louis Borloo<sup>31</sup> (UDF) bénéficie de l'activisme des membres des comités de quartier. Ces derniers qui soutiennent continûment le maire en place sont aussi des agents qui cumulent des responsabilités associatives de tous ordres et sont impliqués dans toutes les politiques publiques du valenciennois appelant la participation des habitants, tels que les plans locaux d'insertion, les aides personnalisées aux personnes âgées ou les concertations en matière de déplacement urbain. Concernant la ville de Valenciennes et le dispositif mis en place par son maire, on est surpris de constater que ceux qui occupent les positions influentes au sein des comités de quartier ont des propriétés sociales semblables à celles des militants démocrates chrétiens décrits dans la première partie de l'exposé. Tout se passe d'ailleurs comme si ces comités de quartier remplissaient le rôle des sections politiques où les militants politiques se seraient métamorphosés en militants du local lorsqu'il s'agit de soutenir les politiques de la municipalité et d'assurer un contrôle social des habitants<sup>32</sup>. La perméabilité entre la section UDF de Valenciennes et ces comités de quartier est d'ailleurs très forte. Lorsque le maire, Jean-Louis Borloo, a été chargé par l'UDF de réaliser un projet sur l'évolution des « villes et villages au XIX<sup>e</sup> siècle », il n'a pas hésité à associer les membres des comités de quartier qui, aujourd'hui, en reconnaissent la paternité. Quand en 1999 l'UDF a organisé son congrès à Lille, beaucoup des proches de Jean-Louis Borloo que l'on rencontre quotidiennement dans les maisons de quartier de la ville de Valenciennes étaient présents pour soutenir leur leader. Si l'on sonde la plupart de ces agents sociaux, on se rend compte que leur adhésion à l'UDF a déjà eu lieu et qu'elle pourrait se pérenniser si le maire leur demandait<sup>33</sup>. On voit bien ici qu'il existe une confusion entre les réseaux qui ont pour effet de consolider le pouvoir des élus de l'UDF et ceux qui objectivent le parti. La forme que prend localement l'organisation dépend

---

<sup>30</sup> Les comités de quartier dont nous parlons rassemblent aussi des opposants farouches au maire. Il n'en demeure pas moins que tous participent à la légitimation de pouvoir étant donné que la contestation est la condition sine qua non du fonctionnement démocratique et légitime de ces institutions.

<sup>31</sup> C'est un cas de figure pertinent car le Nord est une terre propice à l'implantation de l'UDF dans sa version démocrate chrétienne. Jean-Louis Borloo a été amené depuis peu à prendre part à la stratégie de François Bayrou et de son parti notamment sous la pression des réseaux partisans centristes qui ont retrouvé de la vigueur depuis plusieurs années.

<sup>32</sup> Ces mêmes agents sont dans le cadre des activités de la paroisse ceux qui participent aux collectes de la banque alimentaire, à l'accompagnement des familles qui connaissent un deuil, à la visite des malades ainsi qu'au soutien scolaire des enfants en difficulté.

<sup>33</sup> Plusieurs d'entre eux nous ont avoué qu'ils regrettaient de ne pas voir leur maire plus souvent lors des réunions locales de l'UDF et se sont dits prêts à s'engager plus fortement si on leur demandait. Ce qui est intéressant c'est qu'au cours des enquêtes que nous avons menées, beaucoup d'acteurs engagés dans les comités de quartier n'ont pas su dire s'ils étaient adhérents de la Nouvelle UDF. Plusieurs d'entre eux ont fait un travail d'anamnèse pour nous répondre définitivement en fin d'entretien. De façon approximative, un adhérent sur deux est à jour de cotisation et sa participation est des plus discontinues. L'approche des élections présidentielles a contribué à ramener ceux qui se sentent proches de ce parti. Ce qui signifie aussi que les réseaux para-partisans se transforment au gré des rendez-vous électoraux.

ici de l'intérêt que l'élu accorde aux structures partisans et des intérêts qu'il peut percevoir à s'appuyer sur ce type de ressource collective.

Il n'existe pas de standard précis en matière de constitution et de contrôle des réseaux notabiliaires. Si l'on a distingué les réseaux attachés à des enjeux culturels et d'autres plus ancrés dans les activités de la démocratie municipale, il est des situations où les caractéristiques sont des hybridations dont la forme dépend de la position de l'élu, de ses ressources institutionnelles ainsi que de la nature des groupes sociaux qui soutiennent ce genre d'entreprise. Ainsi, à Toulouse, au temps où Dominique Baudis était maire, on pouvait se rendre compte d'une part que l'UDF locale était étonnamment peu implantée alors que le maire en place cumulait de multiples ressources et, d'autre part, que les soutiens dont profitait l'élu UDF étaient engagés dans une association ayant pour objet manifeste de réunir ceux qui désiraient soutenir l'action municipale. Regroupant plus de 10 000 membres, « Toulouse pour Tous », créé à l'occasion de sa première campagne municipale en 1983, a fonctionné comme une association de mobilisation des réseaux associatifs, militants, économiques et sportifs, le maire de Toulouse sollicitant d'autant plus les membres que l'on se rapprochait des périodes d'élection. La composition de cette union locale était très hétérogène mais comme dans le cas rouennais, elle permettait aux couches populaires d'honorer la dette qu'ils avaient contractée auprès du maire<sup>34</sup> en bénéficiant d'un service personnalisé, et la bourgeoisie du centre ville de maintenir un certain niveau de prestige social grâce au contact qu'elle pouvait instituer avec le maire. L'existence de ce groupement n'a pas été sans opportunité pour le nouveau maire de la ville, Philippe Douste-Blazy. En effet, ce dernier a immédiatement perçu tous les avantages pour un élu de disposer d'un tel dispositif. Il cherche d'ailleurs à amplifier et à politiser cette structure « municipaliste » dans l'optique d'une recomposition des organisations politiques de la droite afin de disposer de suffisamment de militants pour augmenter ses chances et celles de ses proches d'accéder aux postes de contrôle des appareils partisans.

Si nous avons opposé analytiquement des types de réseaux pour tenter de caractériser leur nature et la façon dont ils modèlent le parti de la Nouvelle UDF, nous devons donc insister sur la perméabilité qui peut exister entre ces deux formes de soutien politique et sur la coexistence possible de ces deux supports de la mobilisation politique. On peut même parler dans certains cas de système de relations croisées entre des formes de réseaux que les élus tentent de conjuguer selon les besoins et les ressources locales. Ainsi dans les Deux-Sèvres où le président du conseil général – qui est aussi député - est un élu de l'UDF, il existe deux voies par lesquelles ce dernier parvient à consolider son pouvoir et à contrôler l'espace local de la mobilisation politique. D'une part grâce à l'association départementale des maires de Deux-Sèvres il rassemble l'ensemble des élus du sud du département, ceux-là même qu'il côtoie en tant que conseiller général et président du département. Chaque conseiller général est impliqué auprès des élus locaux grâce aux communautés de pays qui regroupent l'ensemble des élus ruraux. En tant qu'ancien responsable de la caisse régionale du Crédit Agricole, très lié aux différents responsables des syndicats agricoles (FNSEA, CNJA et Coordination rurale) qu'il a connus au temps de la Jeunesse Agricole Catholique au sein du MRJC, il maîtrise cette partie du territoire en maintenant à l'écart son organisation politique.

---

<sup>34</sup> A mesure que les administrés obtenaient des avantages sociaux, les services de la mairie les orientaient vers Toulouse pour Tous afin qu'ils puissent compenser l'avantage reçu par un engagement non politique pour l'intérêt de la ville.

Cette configuration est toute différente dans le sud du département où son leadership est contesté par un parti socialiste ayant notamment à sa tête Ségolène Royal. Il cherche ici à s'appuyer sur une nouvelle génération d'élus qui, étant étrangers aux réseaux agricoles d'origine catholique, ont collectivement fabriqué une instance partisane locale UDF permettant de produire des mobilisations appropriées à un contexte où ont disparu pour de multiples raisons les réseaux notabiliaires de tradition radicale<sup>35</sup>. Tout se passe comme si les usages que cet élu avait de ces deux formes de réseaux dépendaient des réponses politiques qu'il devait apporter dans les deux parties distinctes de son « territoire ». Autant les réseaux d'élus locaux permettent de réactiver régulièrement les allégeances locales et traditionnelles, autant ils ne permettent pas d'institutionnaliser les relations que le politique peut entretenir avec certains représentants de la société civile (professions libérales, associations de retraités, fonctionnaires territoriaux, chefs d'entreprise, militants catholiques périurbains et urbains). Il faut ajouter qu'en fonction des conjonctures politiques, locales ou nationales, ces réseaux peuvent se transformer et faire circuler des ressources différentes selon les enjeux de la conjoncture politique. Les élus qui contrôlent ces réseaux, qui en d'autres termes contrôlent ce qui circule dans ces systèmes de relations, introduisent successivement des biens matériels ou symboliques (subventions via l'AMF départementale, identification partisane, identification de l'entre soi...) pour les instrumentaliser selon la conjoncture. Ainsi, à la veille de l'élection présidentielle, l'élu des Deux-Sèvres alterne non sans difficulté et réticence l'organisation de réunions très politisées pour préparer avec les cadres et les militants de la Nouvelle UDF la candidature de François Bayrou, et des moments de convivialité avec les élus locaux dont le spectre politique s'étend du centre-gauche à la droite viliériste en les assurant de son soutien financier grâce à une subvention de l'Association des Départements de France (ADF).

### **Conclusion :**

Notre analyse conduit à poser quelques questions concernant l'usage que nous avons fait des notions permettant de saisir cette organisation politique.

Tout d'abord, il apparaît clairement que la notion de « réseau » peut être employée, au prix d'une certaine imprécision dans le cas d'un parti de droite, pour désigner des systèmes sociaux d'interdépendance de nature variée. On peut en effet considérer que l'ensemble de relations consolidées unissant (ou rapprochant) des groupes sociaux hétérogènes et des acteurs de statut différent (dirigeants et animateurs d'associations, responsables syndicaux, chefs d'entreprises locales, journalistes, etc.) est un « réseau » dans la mesure où un élu peut le mobiliser à son profit, durablement ou conjoncturellement ; ce type de réseau n'est pas défini explicitement comme politique, même si quantité de ses caractéristiques – le rôle prépondérant d'un élu, la présence de militants ou d'élus politiques dans ses rangs, des références idéologiques manifestent, les mobilisations périodiques en période électorale – permettent aisément d'identifier son orientation et son rôle dans le jeu élargi des activités ayant un effet politique. La politisation manifeste de ce type de réseau est une entreprise

---

<sup>35</sup> L'UDF ne compte que deux sénateurs apparentés à l'union centriste. Ces parlementaires sont tous les deux élus dans la même circonscription que celle du député UDF. Leur existence politique est encore possible justement parce que le président du conseil général contrôle dans le nord du département tous les élus locaux.

difficile et risquée qui peut irriter certains de ses éléments et menacer à la fois son fonctionnement et les représentations du jeu social qui assurent sa persistance. On peut aussi à bon droit parler de « réseau » pour désigner le complexe d'associations, d'institutions et de cadres d'activités qui font exister concrètement un milieu social<sup>36</sup> ou un ensemble institutionnel spécifique. Tel est bien le cas lorsqu'on considère la combinaison de lieux d'activités (culturelles, sociales, éducatives, sportives, etc.) qu'un jeune catholique peut rencontrer, surtout lorsqu'il grandit dans certains milieux sociaux et/ou géographiques. Par rapport au précédent type de réseau, celui-ci présente des caractéristiques spécifiques et partiellement opposées : il n'est ni organisé ni contrôlé par un élu, même si ce dernier participe à son entretien ; il affiche des objectifs *a priori* distincts des objectifs politiques ; il tire son identité de croyances non réductibles à celles qui concernent les activités politiques ; il joue un rôle essentiel dans la socialisation des individus et l'orientation de leurs choix politiques, voire dans leur propension à s'engager, sans être pour autant mobilisable pour des entreprises politiques. On pourrait également utiliser le terme de « réseau » pour désigner des systèmes de relations clientélistes, plus susceptibles d'être directement mobilisés par les élus dans leurs activités politiques ; ou pour désigner des formes plus souples de relations sociales (clubs, sociétés sportives ou culturelles, lieux de sociabilité classants) qui assurent à l'élu y participant des ressources et des « contacts utiles » sans pouvoir faire l'objet d'un enrôlement à des fins politiques.

Dans le cas de la Nouvelle UDF, ces différents types de « réseaux » coexistent selon des configurations différentes d'un lieu à l'autre, et notamment selon l'ancienneté d'une « tradition centriste » locale, les stratégies d'un élu, le type de concurrence politique. Les formes de cette coexistence (confusion partielle, distinction préservée, osmose des membres sans confusion des activités, répartition des rôles, etc.) méritent la plus grande attention, tout autant que des évolutions en fonction des conjonctures et des étapes des carrières politiques des dirigeants qui en bénéficient<sup>37</sup>.

Egalement, la notion de « parti » considérée ici dans le cas des partis qu'une tradition intellectuelle bien établie désigne comme « partis de cadres »<sup>38</sup> qui sont caractérisés principalement par l'agrégation d'élus (ou de notables politiques) disposant d'un capital personnel de ressources, notamment en supporters, clients fidélisés et électeurs tenus captifs dans leur fief locaux, peut présenter plusieurs acceptions discutables. Il apparaît en effet que dans ce cas, la distinction accusée entre « le parti » et « le hors parti » (associations, clientèles, réseaux non explicitement non politisés, soutiens) est difficile à tenir. Comme on l'a vu, la conjoncture ou l'évolution de la carrière politique d'un dirigeant incitent tantôt à élargir la surface de l'organisation à celle qu'occupent des réseaux consolidés, tantôt à souligner ce qui sépare ceux-ci et celle-là. En d'autres termes, certains réseaux sont constitutifs de l'entité partisane, même s'ils sont maintenus à la périphérie de l'organisation

---

<sup>36</sup> Pour l'articulation des notions de « milieu » et de « réseau », voir l'ouvrage de Frédéric Sawicki, *op. cit.* page 1.

<sup>37</sup> Pour exemple, la conjoncture définie par les élections présidentielles qui est en train de se dessiner met à jour les propriétés organiques de certains réseaux que l'on ignorait au moment des élections européennes. Cela explique en partie avec quelle facilité François Bayrou a pu se porter candidat pour les élections européennes et avec quelle difficulté il tente à nouveau sa chance pour les élections présidentielles.

<sup>38</sup> M. Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1977.



proprement dite ; d'autres ont une forte influence sur les recrutements, les activités, les croyances caractéristiques du « parti » sans en être pour autant des éléments. Parmi les premiers, on comptera par exemple les réseaux des comités de quartier de certaines villes. Les réseaux catholiques relèvent eux, manifestement, du deuxième cas de figure. Il ne s'agit pas seulement de souligner, une fois de plus, que la forme du parti varie selon les contextes sociaux, mais de s'interroger sur l'opportunité de tracer une frontière nette entre « le parti » et le « hors parti », alors que l'existence de cette frontière est précisément un enjeu pour différents acteurs. Pas seulement, soulignons-le, pour les élus, mais aussi pour les responsables d'associations, les partenaires habituels de l'élu, les dirigeants de certaines institutions.

Enfin, la signification de certaines activités « partisans », tels que les congrès, les conventions, les Universités d'été, les bureaux politiques ou les colloques prennent un sens différent dans le cadre de cette organisation politique. Ces activités sont des occasions de faire exister le parti contre les stratégies de dirigeants peu portés à s'appuyer sur l'organisation politique officielle, plus enclins, pour diverses raisons, à renforcer - au prix d'une dépolitisation affichée - leurs réseaux personnels localisés. Dans ces occasions, le parti est objectivé sous une forme restreinte qui ne permet pas d'appréhender la variété des systèmes de relations qui en pratique le constituent. Ces activités ont donc plusieurs conséquences et notamment celle d'opposer aux élus notabilisés une autre légitimité politique qui ne peut se comprendre qu'après avoir mis à jour la nature des réseaux sociopolitiques contrôlés par ceux qui prétendent incarner le parti.

Julien Fretel (IEP de Lille/CRPS)